



Jacques Isnard et — With — Fanta Sylla



Le marché de Bamako — The market of Bamako

### A perfectly organized seminar

Mrs Fanta Sylla, Minister of Justice, declared herself fully satisfied with the organization of this international seminar in Bamako. She insisted on the interest of the State for the themes that were to be dealt with, especially regarding the global problematic of instauration true States of Law in Ohada area and the specific ones of judicial and legal security of people and concerns.

Mrs Sylla underlined the prestige that surrounds our organization and warmly thanked Ufohja for the support brought to Malians' enforcement Agents and the ones coming from other States. She noticed how fruitful were the exchanges between the National chamber of Mali, which actions are lead by the talented president Dembele and UIHJ.

Finally, the Minister of Justice showed great interest in the work of the seminar by asking to be informed of its final resolutions.

The different workshops took place within the two days that lasted the seminar and managed to approach many varied topics such as the status and ethics of Enforcement Agents, garnishee orders or the organization of offices.

What will remain of those international days? In the end, probably that the profession of Enforcement Agents is very similar in all Member States.

Something has to be said about the quality of the participants of the different workshops, which were able to canalise a somehow understandable passion, when making comparisons in the interpretation of Uniform Law.

Surely, the perfect organization of this great seminar lied on president Dembele's shoulders and on Sadina Sano, secretary.

Pêcheurs sur le Niger — Fishermen on Niger



## Les Sheriffs de l'Afrique australe en marche vers le progrès

Les 24 et 25 février 2005 s'est tenu à Pretoria un séminaire international organisé par l'UIHJ sous les auspices du ministère de la Justice d'Afrique du Sud

Huit délégations de l'Afrique australe anglophone étaient présentes pour ce séminaire : Afrique du Sud (M. Sabeir Ismail), Kenya (M. S.Mutahi Gathogo), Lesotho (M. Justice T.E. Monopathi), Malawi (M. Peter Mlauzi), Namibie (M. Manfred Hennes), Swaziland (M. Shiyumhlaba Dlamini), Uganda (M. Solomon Lubega) et Zimbabwe (M. Bonny Nhamburo). La délégation de l'UIHJ était fortement représentée puisque la moitié de son bureau était présente, dirigée par son président Jacques Isnard et son premier vice-président, Leo Netten (Pays-bas) : René Duperray (France), secrétaire général, Jean Christin (Suisse), trésorier, Johann Fourie (Afrique du Sud) et Roland de Meerleer (Belgique), membres du bureau, ainsi que Mathieu Chardon (France), membre du Comité.

### Harmoniser les systèmes juridiques

Dans son discours de bienvenue, Johnny de Lange, vice-ministre de la Justice et du développement constitutionnel, a indiqué que l'effet de la globalisation sur le droit est visible dans l'adoption universelle et la mise en place de normes légales et des approches communes, telles la reconnaissance mutuelle et l'exécution transfrontière des décisions étrangères. Depuis le début de la démocratie, les sheriffs ont joué un rôle essentiel d'interface entre le système judiciaire et le public. Nous pensons, a indiqué M. de Lange, qu'il est indispensable de renforcer les instruments internationaux permettant d'accélérer et renforcer l'efficacité de la justice. L'Afrique du Sud reconnaît l'importance de la coopération au niveau régional et continental et nous avons conscience que, pour satisfaire les besoins des investisseurs il y a un besoin important de mettre en avant l'harmonisation des systèmes juridiques dans cette région, à l'instar de ce qui a été réalisé avec l'Ohada, dans la zone francophone. M. de Lange, après avoir longuement remercié l'UIHJ



pour son investissement constant dans la transformation de la profession et pour aider les sheriffs et les agents chargés de l'exécution à se faire connaître et reconnaître.

Dans son allocution, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a souligné l'excellent travail de fond réalisé tant par Johann Fourie que par Robbie Shilz (secrétaire permanent de l'UIHJ pour la région de l'Afrique australe). Sans eux, a-t-il indiqué, nous ne serions pas là aujourd'hui. Les opérateurs économiques ont besoin de sécurisation dans les transactions, dans le règlement des différends, et dans l'exécution des décisions de justice. Mais la globalisation entraîne l'impérieuse nécessité de trouver un équilibre de telle sorte que l'argent et l'économie ne gouvernent pas tout mais s'inscrivent harmonieusement au sein d'une stabilité juridique. Et c'est aux juristes d'être les artisans de cette stabilité.

### La résolution de Pretoria

C'est la troisième fois que l'Union internationale des huissiers de justice se rend en Afrique du Sud depuis 1999. En mai 2001, un important conseil permanent s'était déroulé à Cape Town. Une résolution avait alors été adoptée afin de faciliter un rapprochement entre les diverses régions de l'Afrique. Le projet avait été baptisé CADAT, pour symboliser trois grandes villes de l'axe Nord-Sud de l'Afrique : Cape Town, Dakar et Tunis. Devant les progrès importants réalisés en matière de formation et d'évolution de la profession dans les régions francophones, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, il était grand temps de rencontrer à nouveau les confrères d'Afrique australe.

Les thèmes des séminaires étaient axés autour de la Convention de la Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (présenté par Leo Netten), de l'Ohada (présenté par Mathieu Chardon), du recouvrement de créances (présenté par Roland de Meerleer) et la profession d'huissier de justice à caractère libéral (présenté par Leo Netten). Des tables rondes et des discussions ont suivi chaque atelier. Chaque délégation a pu également prendre la parole pour présenter la situation de la profession dans son pays et permettre ainsi de fructueux échanges internationaux.

À l'issue du séminaire la résolution suivante a été adoptée.

### Résolution de Pretoria

Considérant la résolution adoptée à Cape Town le 11 mai 2001 durant le conseil permanent de l'UIHJ dans laquelle il a été décidé d'organiser, au niveau de l'Afrique tout entière, un rassemblement des Etats membres des régions Ohada et SADC, ainsi que des Etats membres d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, afin d'améliorer la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que l'exécution des décisions de justice,  
 Considérant que l'Afrique australe doit être en mesure de se développer à l'instar des autres régions de l'Afrique,  
 Considérant que le niveau de formation et de qualification de la profession d'agent chargé de l'exécution doit être rehaussé,  
 Considérant que la globalisation du secteur économique et ses implications dans le domaine des investissements nécessite une adaptation appropriée permettant d'assurer un système judiciaire efficace,

*Johnny de Lange, vice-ministre de la Justice d'Afrique du Sud – Vice-Minister of Justice of South Africa*



*Leo Netten, Jacques Isnard & Johnny de Lange*



*Les délégations avec Jacques Isnard – The delegations with Jacques Isnard*

*Jacques Isnard & Sabeir Ismail, président de la Chambre des huissiers de justice d'Afrique du Sud – President of the National Chamber of Judicial Officers of South Africa*





Réalisant que la société économique moderne est en droit d'attendre un recouvrement de créances rapide et efficace dans lequel les sheriffs et les agents chargés de l'exécution jouent un rôle étendu ;

En conséquence :

Les présidents des délégations de l'Afrique australe se sont réunis à Pretoria le 25 février 2005 et on adopté à l'issue de leurs travaux, à titre de résolution finale, les quatre propositions suivantes :

1. Etablir un programme de formation interne dans chaque pays de la région d'Afrique australe avec, pour objectif final, la mise en place d'une école internationale permettant d'assurer la formation initiale et permanente des sheriffs et des agents chargés de l'exécution, ainsi que celle de leurs collaborateurs
2. Promouvoir la ratification de la Convention de la Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale
3. Encourager chaque pays à prendre part au Traité de l'Ohada
4. Soutenir le recouvrement de créances extrajudiciaire par les sheriffs et les agents chargés de l'exécution

La présente résolution a été signée par les représentants des délégations Pretoria, le 25 février 2005



Leo Netten, Johann Fourie & Roland de Meerleer

Pays	Nom du représentant
Afrique du Sud	M. Sabeir Ismail
Kenya	M. S. Mutahi Gathogo
Lesotho	M. Justice T.E. Monopathi
Malawi	M. Peter Mlauzi
Namibie	M. Manfred Hennes
Swaziland	M. Shiyumhlaba Dlamini
Uganda	M. Solomon Lubega
Zimbabwe	M. Bonny Nhamuro

## Sheriffs of the Southern African regions walking towards progress

An international seminar, organized by UIHJ, was held in Pretoria on 24 and 25 February under the auspices of the Ministry of Justice of South Africa.

Eight delegations of the Southern African Regions attended the seminar : Kenya (Mr S. Mutahi Gathogo), Lesotho (Mr Justice T.E. Monopathi), Malawi (Mr Peter Mlauzi), Namibia (Mr Manfred Hennes), South Africa (Mr Sabeir Ismail), Swaziland (Mr Shiyumhlaba Dlamini), Uganda (Solomon Lubega) and Zimbabwe (Mr Bonny Nhamuro). The UIHJ delegation was heavily represented as half of the board convened, headed by its president, Jacques Isnard and its first vice-president, Leo Netten (Netherlands): René Duperray (France), general secretary, Jean Christin (Switzerland), treasurer, Johann Fourie (South Africa) and Roland de Meerleer (Belgium), members, as well as Mathieu Chardon (France), member of the Committee.

### Harmonizing legal systems

In his welcome speech, Johnny de Lange, MP, Deputy minister for Justice and Constitutional development, indicated that the effect of globalisation on the law can be seen in the universal adoption and implementation of what are widely known as valuable legal norms and approaches, for example,

the principle of the recognition and enforcement of foreign judgements. Since the inception of democracy, Sheriffs have assumed a very important role as a vital interface between the justice system and the public. We believe that it is imperative to strengthen international instruments that are capable of serving timely and reliable processes. South Africa recognises the importance of promoting regional and continental cooperation and we realise that in order to meet demands of investments and business there is a strong need to promote the harmonisation of legal systems in this region along the lines of the grouping of the mainly francophone zone countries into the Ohada. I hope, he said, that the global organisations such as the UIHJ continue to play a key role in our efforts. Mr de Lange warmly thanked the UIHJ for their efforts to foster closer international judicial co-operation and for the work in improving the recognition of judicial officers and Sheriffs throughout the world.

In his allocution, Jacques Isnard, president of UIHJ, underlined the excellent thorough work achieved by Johann Fourie and Robbie Shilz (permanent

secretary of UIHJ for the Southern African regions). Without them, he said, we would certainly not be here today. In order to develop, economic operators need security, in transactions, in settling disputes and in the execution of legal decisions. The force imposed by economy, business and finance, must be compensated — not by a counter-force — but by a counterbalance so that economy and money do not govern everything and do not dispose of everything. This counterbalance must be the task of jurists whose duty is to make their voices heard so that the law, which is also a source of equity and legitimacy, may prevail over the power, indeed the hegemony, of finance.

### The Pretoria resolution

It is the third time that UIHJ goes to South Africa since 1999. In May 2001, an key Permanent Council was held in Cape Town. A resolution was voted in order to facilitate a bringing together of the different regions of Africa. Thus was created the CADAT project, for the name of three major African towns that bind Africa from North to South: Cape



Sabeir Ismail – Afrique du Sud – South Africa



Justice T.E. Monopathi - Lesotho



Bonny Nhamburo - Zimbabwe



Manfred Hennes - Namibie – Namibia



Peter Mlauzi- Malawi



S. Mutahi. Gathago-Kenya



Les participants – The participants



Shiyumhlaba Dlamini-Swaziland



Town, Dakar and Tunis. In consideration of the important improvement in terms of training and level of the profession in the francophone regions, both in West Africa and in North Africa, the time was right to go back to the Southern African regions colleagues.

The seminar evolved around the 15 November 1965 Hague Convention on the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters (presentation by Leo Netten), Ohada (presentation by Mathieu Chardon, debt collection (presentation by Roland de Meerleer), and the self employed profession of enforcement agents (presentation by Leo Netten). Round table discussions followed every workshop. Every delegation was also able to make a presentation of the situation of their profession in their country, allowing for many fruitful international exchanges.

At the term of the seminar, the following resolution was adopted.

### Pretoria resolution

Considering the Cape Town resolution that was adopted during the Permanent Council of UIHJ on 11th May 2001 in which it was determined to organize, at the level of Africa as a whole, a bringing together of the member States of the Ohada and the SADC regions, as well as the member States of North Africa and the Middle East, with the view to facilitate the transfer of judicial and extra judicial instruments, as well as the execution of court decisions

Considering that the progress in southern African regions has to keep up with the development of other African regions

Considering that the level of training and qualification of the Sheriffs and enforcement agents profession in the southern African regions needs to be improved

Considering the globalization of the economic sector and its consequence in the field of investments, which requires a necessary adaptation for an efficient judicial system

Realizing that the actual economic society needs a swift and reliable recovery of debt in which the functions of the Sheriffs and enforcement agents are extended to render such a service

In consequence,

The presidents of the southern African regions convened in Pretoria on 25 February 2005 and adopted, as part of the final resolutions of their work, the following four proposals:

1. to establish an internal training programme in each country of the southern African regions with a longer term view to the establishment of an international school to provide for initial and ongoing training for Sheriffs and enforcement agents and their staff
2. to promote the ratification of the 15 November 1965 Hague convention on the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters
3. to encourage the participation of each country in the Ohada treaty
4. to support the extrajudicial debt recovery by Sheriffs and enforcement agents

Thus, the present resolution was signed by the representatives of the delegations.

Pretoria, 25th February 2005

Country	Name of the representative
Kenya	Mr S.Mutahi Gathogo
Lesotho	Mr Justice T.E. Monopathi
Malawi	Mr Peter Mlauzi
Namibia	Mr Manfred Hennes
South Africa	M. Sabeir Ismail
Swaziland	Mr Shiyumhlaba Dlamini
Uganda	Mr Solomon Lubega
Zimbabwe	Mr Bonny Nhamburo



Solomon Lubega (Uganda) avec — with — Jacques Isnard



Johann Fourie, Robbie Schielz & Sabeir Ismail